

L'avenir d'une série de PME du Loiret et de projets de reprise dépend directement – comme dans toute la France – des décisions qui seront prises par les banques en matière de crédit. Dans ce contexte, les chiffres qui viennent d'être publiés par la Banque de France méritent réflexion. Les nouveaux prêts consentis aux entreprises et aux particuliers ont chuté de 20% en un an et les encours des prêts aux entreprises se sont réduits de 790 à 780 milliards d'euros entre janvier et mai 2009. Or, durant le premier semestre 2009, la plupart des banques françaises affichent des résultats très positifs. En un mot, les banques gagnent plus d'argent et prêtent moins aux entreprises. Rappelons enfin que les banques françaises ont reçu 5,1 milliards d'euros d'aides de l'Etat pour faire face à la crise. Ces différents constats conduisent Charles-Henri Filipi, ex directeur d'importants groupes bancaires, à déclarer textuellement au *Journal du Dimanche* : « *Les aides de l'Etat profitent au marché financier* ». Il apparaît clairement que les aides de l'Etat auraient dû donner lieu, en contrepartie, à une prise de participation de celui-ci dans le capital des banques. On voit aussi que les admonestations et les déclarations d'intention ne suffisent plus. Nos PME ont besoin de crédits. Il serait incompréhensible que ceux-ci continuent d'être aussi parcimonieusement mesurés alors que les résultats financiers des établissements bancaires continuent d'enfler !: Ce qui est en cause, ce sont, dans la le Loiret, des centaines d'emplois et, dans toute la France, des dizaines de milliers..